




Bilan – Région Provence – Alpes – Côte d'Azur

Population au 01/01/2014	4 957 322		
Economie			
PIB	<i>Montant brut</i> 152 686 M €	<i>Montant par hab.</i> 30 800	<i>Évolution depuis 2000</i> (en %) 0,8%
Emploi	1 994 510	-	<i>Évolution depuis 2000</i> (en %) 14,6%
Taux de chômage	11,4%	-	-0,2%
Dépenses	<i>Montant brut</i> (en M €)	<i>Montant par hab.</i> (en €)	<i>Évolution depuis 2009</i> (en %)
Budget (dépenses réelles totales)	2 002,3	2 475	10,78%
Dépenses d'investissement (hors dette)	477,4	96	- 14%
Part des dépenses d'investissement dans les dépenses réelles totales (en %)			20,34%
Recettes	<i>Montant brut</i> (en M €)	<i>Montant par hab.</i> (en €)	<i>Évolution depuis 2009</i> (en %)
Recettes fiscales	914,8	184	+ 6,38%
Dotations et subventions	790	159	+5,77%
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			20,5%
305 Dette et financement	<i>Montant brut</i> (en M €)	<i>Montant par hab.</i> (en €)	<i>Évolution depuis 2009</i> (en %)
Encours de la dette	1 820,7	365	12, 30%
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute) (en années)			5,4 ans
Flèche à la hausse ou à la baisse pour montrer si la capacité de désendettement s'est améliorée ou dégradée			



Démographie, emploi, atouts économiques.....	2
Économie : structure et dynamiques	3
Territoire et infrastructures.....	4
Les dépenses.....	5
Les recettes.....	6
L'endettement.....	7

Démographie, emploi, atouts économiques

Un essor démographique important

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est, avec plus de 5 millions d'habitants, l'une des régions les plus peuplées de France métropolitaine. Elle fait aussi partie de celles ayant connu la plus forte croissance démographique depuis les années 1960 : alors qu'elle s'élève à 35% sur l'ensemble du territoire, elle monte à 73% pour la région PACA. L'attrait de la région semble toutefois reculer depuis plusieurs années. Son solde migratoire reste positif mais elle se positionne derrière les autres grandes régions du sud et de l'ouest de la France. Cette réalité ne modifie pas pour autant la structure démographique de la région dans la mesure où les sortants et les entrants présentent souvent le même profil. L'idée, largement répandue, selon laquelle PACA accueillerait majoritairement des retraités et perdrait des actifs est donc erronée.

Une région riche mais fortement touchée par le chômage et les inégalités

La région PACA est la troisième économie régionale, avec un PIB supérieur à 150 milliards d'euros. Elle produit plus de 7% de la richesse nationale, ce qui la classe parmi les 20 régions ayant le PIB le plus élevé en Europe. Son activité est essentiellement tournée vers le tertiaire, principalement les services aux entreprises et le tourisme, l'industrie, avec l'établissement de nombreuses entreprises du secteur autour de l'étang de Berre, et enfin l'immobilier et la construction. Contrepoids de ces bonnes performances économiques, la région souffre d'un taux de chômage particulièrement élevé. En 2014, il s'établit à 11,4%, contre 9,8% en France métropolitaine. De façon concomitante, le taux de pauvreté y est plus important qu'ailleurs : plus de 15 habitants sur 100 sont en effet en situation de pauvreté. Tous les départements sont concernés à l'exception des Hautes-Alpes - le Vaucluse et les Bouches-du-Rhône étant particulièrement exposés.

Le contraste entre une économie dynamique, d'une part, et des poches importantes de pauvreté, d'autre part, contribue à ce que la région PACA se singularise par de fortes inégalités territoriales. La région se situe en effet en deuxième position derrière la Corse en termes d'écart de richesse.



Économie : structure et dynamiques

Une région créatrice de richesses qui a su résister à la crise

Le PIB par habitant de la région PACA se situe à un niveau élevé, bien supérieur au niveau moyen des régions françaises hors Ile-de-France. Sa productivité est supérieure à la moyenne française : le PIB par emploi s'y élève à 76 553€, contre 71 169€ pour la France métropolitaine (hors Ile-de-France).

Prééminence des services, orientation sectorielle favorable

Au 1^{er} janvier 2013, la région accueillait près de 10% des établissements de services du territoire national. Le tertiaire est un secteur majeur d'activité et un pourvoyeur d'emplois de première importance pour la région. Il génère 8 emplois sur 10. Le tertiaire non-marchand constitue un vecteur important d'emplois, notamment dans l'enseignement. Les services aux entreprises se sont également fortement développés. Les services opérationnels (nettoyage, sécurité, etc.) ont gagné près de 50 000 emplois salariés depuis 1990 (+110%). L'emploi a aussi fortement progressé dans le domaine du conseil et de l'assistance (+89%) et dans le secteur de la R&D (+58%).

La région PACA est la 7^{ème} en France en termes d'emploi industriel. Il y représente 9% de l'emploi total. Le tissu industriel de la région, qui est essentiellement implanté le long du littoral et dans le couloir rhodanien, est moins affecté qu'ailleurs par les mutations industrielles. L'orientation sectorielle de l'industrie en PACA (gaz, eau, déchets, pharmacie, composants électriques et électroniques, etc.) lui est en effet favorable. Elle lui permet d'être préservée des grandes restructurations intervenues dans d'autres secteurs (automobile et textile notamment). Le tissu productif reste néanmoins fragile : malgré la présence de groupes industriels de premier plan, 90% des établissements industriels comptent moins de 10 salariés.

La construction à la commande publique

En PACA, le secteur de la construction représente un volume de chiffre d'affaires de 13 Md€, 100 000 emplois salariés et plus de 50 000 entreprises.

Le secteur a été particulièrement affecté par la crise. Le marché du logement neuf a connu une forte décrue ces dernières années, malgré une légère amélioration fin 2014. Le niveau de la construction a également connu un net repli et le nombre des permis de construire et des mises en chantier a reculé en 2014.

Les entreprises du secteur pourraient être durement touchées par l'ajustement des budgets locaux sur l'investissement dans les prochaines années. La baisse des dotations de l'État conduit en effet nombre de collectivités à revoir leurs programmes d'investissement à la baisse. Cette baisse, que l'on peut déjà observer pour le bloc communal en 2014, pourrait être prolongée par les décisions d'autres strates de collectivités. Les secteurs du bâtiment et des travaux publics anticipent déjà une baisse substantielle de la commande publique.



Un taux de chômage élevé

Le chômage en PACA est structurellement plus élevé que dans le reste de la France métropolitaine. La région peine à créer le nombre d'emplois qui permettrait d'accompagner la croissance forte de sa population active. Le taux de chômage de la région, qui s'était rapproché du niveau national entre 2005 et 2009, est toujours resté supérieur depuis cette date. Les départements du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et des Alpes de Haute-Provence sont les départements les plus touchés.

Même si elle est l'une des régions qui a le mieux résisté à la crise dans ce domaine également, elle peine à résorber un niveau de chômage dont une part importante est structurelle. Le nombre de demandeurs d'emploi a encore augmenté entre fin 2013 et fin 2014. Le taux de chômage a augmenté de 0,5 point entre ces deux dates. Les actifs de plus de 50 ans et les demandeurs d'emplois depuis plus d'un an sont les plus touchés tandis que la population jeune résiste mieux.

Territoire et infrastructures

Un territoire entre relief et littoral

Le territoire de la région Provence Alpes Côte d'Azur (PACA) s'étend sur une superficie de 31 400 km² et présente un relief très contrasté. Son patrimoine naturel conditionne son aménagement territorial et son modèle de croissance économique. La montagne occupe en effet près de la moitié de sa superficie tandis que le littoral s'étend sur 700 km. La région se caractérise ainsi par une forte concentration des populations et de l'activité sur la côte. L'emprise du relief aussi bien littoral que montagneux concentre plus des trois-quarts de la population sur 10% de la superficie régionale, essentiellement le long des côtes méditerranéennes. Deux départements sont particulièrement concernés, le Var et les Bouches-du-Rhône.

Une population concentrée dans les zones urbaines et périurbaines

Cette concentration a pour conséquence la forte influence des aires urbaines sur le territoire régional, accompagnée par une poussée tout à fait remarquable des zones périurbaines. Les quatre aires urbaines les plus importantes (Marseille et Aix-en-Provence, Nice, Toulon, Avignon) concentrent 80% de la population. Les phénomènes de périurbanisation sont davantage marqués que dans les autres régions. Cette situation constitue un enjeu important pour la région en termes de transports et de lutte contre le réchauffement climatique.



Les dépenses

Les dépenses de la région PACA ont reculé entre 2009 et 2013, selon un schéma constaté dans de nombreuses autres régions : progression des dépenses de fonctionnement et repli des dépenses d'investissement.

Dépenses de personnel en hausse

Les dépenses de fonctionnement ont connu une progression soutenue entre 2009 et 2013, de plus de 3% en moyenne par an contre 1,85 % pour les autres régions hors Ile-de-France. Elles s'élèvent à 299€ par habitant, contre 269€ pour la moyenne des régions hors Ile-de-France.

Comme les charges à caractère général, les dépenses de personnel ont augmenté de façon plus marquée qu'ailleurs : plus de 5% en moyenne annuelle depuis 2009 contre 3% pour les autres régions hors Ile-de-France. La collectivité s'est notamment engagée dans une politique de recrutement favorable (+117 agents en 2012, +44 en 2013). La masse salariale représente plus de 16% des dépenses de fonctionnement de la région.

Recul des dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 484 M€ en 2013, soit le plus bas niveau constaté depuis 2009. Sur la période 2009-2013, elles ont reculé de près de 15% par an en moyenne. Elles représentent 133€ par habitant, contre 150€ en moyenne pour les régions métropolitaines hors Ile-de-France.

Cet ajustement peut s'expliquer par la diminution des capacités de la région à autofinancer ses investissements. En effet, la diminution de son épargne brute et la baisse de ses recettes d'investissement la conduisent à accroître la part de son investissement par emprunt.

Dépenses d'intervention réparties à parts égales entre transports, enseignement et formation professionnelle

Les trois principales dépenses d'intervention sont les transports (24,1%), l'enseignement (22,4%) et la formation professionnelle (22,4%). Sur les dernières années, ces dépenses ont connu des évolutions contrastées. L'accent a été mis sur les transports et la formation professionnelle, la culture et les sports progressant également fortement même s'ils pèsent de façon moins importante dans le budget régional.

Dans le domaine des transports, la région PACA se distingue par le volume important des crédits qu'elle accorde aux autres modes de déplacement que le ferroviaire. Quand la moyenne des dépenses consacrées par les régions aux transports hors ferroviaires est légèrement supérieur à 5 M€, la région y consacre plus de 30 M€. La région est aussi celle qui consacre le plus de crédits au financement de la voirie départementale, avec le Languedoc-Roussillon.



Concernant la formation professionnelle et l'apprentissage, la région PACA se situe au troisième rang des régions qui y consacrent le budget le plus important, mais seulement au septième pour le seul apprentissage, avec 96,6 M€.

De même, en matière d'enseignement, la région se positionne très favorablement pour le financement de lycées publics (première région après l'Île-de-France). En revanche, malgré l'implantation de nombreuses universités et laboratoires de recherche sur son territoire, elle ne situe qu'au huitième rang pour les crédits consacrés à l'enseignement supérieur, qui ne représentent qu'un peu plus de 4% des crédits destinés à l'enseignement en PACA.

Les recettes

Une hausse des recettes de fonctionnement interrompue en 2013

Les recettes de fonctionnement ont progressé à un rythme soutenu entre 2009 et 2012 (+2,3% en moyenne annuelle). Cette tendance a été stoppée en 2013. Elles reculent en 2014.

Le produit de la fiscalité régionale s'est élevé à 914,8 M€ en 2013. La fiscalité régionale en PACA connaît des variations moins fortes que la moyenne des régions, ce qui s'explique notamment par la structure de la fiscalité de la région. Les recettes fiscales indirectes représentent près de 60% du total, contre 40% pour les recettes fiscales directes. Or l'évolution de ces produits a été opposée.

Importante progression du produit de la CVAE

En 2013, le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de la région a atteint près de 260 M€, soit une hausse de plus de 7% par rapport à 2012. Cette hausse contribue largement à la croissance de la fiscalité directe. Elle mérite toutefois d'être relativisée. Si elle résulte d'une croissance de la valeur ajoutée sur le territoire, elle est liée également aux modalités et au rythme de versement de cette taxe. En 2014, le produit de la CVAE ne progresse que modérément de 1,5%.

Recul des immatriculations

Le produit de la fiscalité indirecte a diminué de plus de 4 M€ en 2013. Ce recul est la conséquence de la baisse importante de la taxe sur les cartes grises d'une part et de la très faible augmentation du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) d'autre part.



Le produit de la taxe sur les cartes grises, de près de 200 M€, a diminué de 5,6 % en 2013, sous l'effet de la diminution des immatriculations. Elle n'a pu être compensée par la très faible croissance de la TICPE, pourtant première recette fiscale indirecte de la région. Cette évolution est à observer d'autant plus près que le tarif de la carte grise par cheval-vapeur est le plus élevé des régions françaises ce qui laisse peu de marge de manœuvre sur cette taxe pour le prochain exécutif.

En 2014, la tendance à la diminution de la fiscalité indirecte se prolonge. Le produit de ces deux taxes additionnées diminue légèrement, de 1,6%. Cette tendance, qui accompagne la perte d'autres recettes comme la DGF, pourrait entraîner une dégradation des ratios financiers de la région si les dépenses n'étaient pas ajustées à cette baisse.

Une baisse annoncée des dotations de l'Etat

Le montant total des dotations de fonctionnement de l'État s'élève à 680 M€ en 2013. L'ajustement qu'il a connu en 2013 est minime au regard des projections sur les prochaines années. En stagnation depuis plusieurs années, la dotation forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement (DGF) entame le recul annoncé dans la cadre de la contribution des collectivités à la résorption des déficits publics. Ainsi, en 2014, la DGF recule de plus de 3% pour la région PACA, mouvement qui doit se poursuivre et s'amplifier au moins sur les deux prochaines années.

Le reste des autres dotations est gelé. La dotation globale de décentralisation (DGD) « formation professionnelle » s'est ainsi établi en 2012 et en 2013 à 134 M€.

L'endettement

Une dette élevée, diversifiée et sûre

L'encours de dette de la région était de 1 820 M€ en 2013 et de 2 145 M€ en 2014. Il a progressé sensiblement sur les dernières années. Entre 2009 et 2014, l'augmentation de l'encours est de plus de 30 %, ce qui représente une moyenne annuelle d'évolution de plus de 5%.

En 2013, l'encours de dette par habitant de la région PACA est nettement supérieur à la moyenne de sa strate (365€ contre 285€). En volume, la région figure parmi les cinq régions les plus endettées. L'encours de dette est diversifié. Il est constitué de dette bancaire, de dette obligataire, de crédit-bail et d'emprunts dits « revolving ». La diversification de l'encours de dette est une caractéristique essentielle de la gestion de sa dette par la région. Elle lui permet d'être moins dépendante à l'égard du marché bancaire et de pouvoir arbitrer en faveur des offres de financement qu'elle juge les plus compétitives. La structure de dette de la région est par ailleurs équilibrée, malgré un recours important au marché obligataire sur les dernières années. La dette de la région est par ailleurs sûre, classée en 1 A ou 2 A sur la charte Gissler.



Dégradation de la capacité de désendettement

La capacité de désendettement est le rapport de l'encours de dette à l'épargne brute. Exprimée en nombre d'années, ce ratio exprime la durée nécessaire à une collectivité pour couvrir sa dette par son épargne.

En région PACA, ce ratio s'est dégradé ces dernières années, sous l'effet de la croissance de la dette. En 2014, il était de 5,4 années, soit l'un des niveaux les plus élevés en France.